

2 octobre 2000 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration à la presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les résultats des élections présidentielles en Yougoslavie et les affrontements entre Israéliens et Palestiniens à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem, Paris le 2 octobre 2000.

LE PRESIDENT - Après cet entretien avec Mme ALBRIGHT, je souhaite parler d'abord de la situation en Serbie.

Il y a maintenant plus de dix ans que MILOSEVIC sème le malheur dans les Balkans. Dès 1995, et à mon initiative, la communauté internationale a réagi avec fermeté, réagi contre les crimes, contre la répression, les oppressions, contre l'épuration ethnique. Et il fallait le faire. Dans son vote du 24 septembre, le peuple serbe a clairement rejeté MILOSEVIC et il l'a fait avec courage et avec détermination et la France reconnaît la victoire de M. KOSTUNICA.

Dès que MILOSEVIC aura quitté le pouvoir, les sanctions devront être levées et la République Fédérale de Yougoslavie pourra retrouver sa place dans la famille européenne. La Présidence française de l'Union européenne s'y emploiera. La France avec ses partenaires européens, américains, russes, se tient aux côtés du peuple serbe pour que triomphent les valeurs de la démocratie et des droits de l'Homme.

Nous avons également évoqué, avec Mme ALBRIGHT, naturellement, le drame qui se passe actuellement à Gaza, en Cisjordanie, en Israël. Nous sommes consternés et très préoccupés par cette flambée de violence. A l'origine, jeudi dernier, une provocation irresponsable sur le Lieu Saint de l'esplanade des mosquées. Et, à partir de là, un embrasement prévisible. Des dizaines de morts, des centaines de blessés et la remise en cause d'un processus de paix qui était probablement engagé, pour la première fois, de façon presque irréversible, qui permettait tous les espoirs pour retrouver la paix et la dignité des hommes dans cette région, et leur sécurité. Je souhaite que chacun comprenne qu'on ne lutte pas contre l'émotion d'un peuple avec des blindés et qu'il faut engager un processus où la raison retrouve toute sa place. En tous les cas, pour sa part, la France -et moi-même- participerons avec tout notre coeur au retour à ce processus de paix, de dignité, de droits de l'Homme, de respect des autres qui doit finalement s'imposer dans cette région, comme dans toutes les régions du monde. Je vous remercie.